

Les enseignant.e.s chercheur.e.s de l'*École d'histoire de la Sorbonne* (Université Paris 1–Panthéon-Sorbonne) réuni.e.s en assemblée générale aujourd'hui vendredi 17 janvier 2020 prennent collectivement position contre le projet de *loi programmation pluriannuelle de la recherche* (LPPR) et les préconisations des groupes de travail qui s'y rapportent. Ils dénoncent l'absence de réelle concertation et contestent le diagnostic sur lequel s'appuie le gouvernement, contredit par des analyses scientifiques non prises en compte. Le projet LPPR entend enfermer l'enseignement et la recherche dans une logique de compétition, de gestion à court terme (passant par le renforcement du financement sur projet au détriment du financement pérenne) et de précarisation généralisée annonçant ainsi :

- la remise en cause des fonctions du *conseil national des universités* et de la collégialité de l'évaluation des carrières par les pairs ;
- l'amplification de la contractualisation et de la précarisation des enseignants-chercheurs, chercheurs, personnels BIATSS et ITA dans l'*Enseignement Supérieur et la Recherche* ;
- la remise en cause du statut des enseignant.e.s chercheur.e.s et des chercheur.e.s avec la disparition de la référence aux 192 heures équivalent TD et la modulation des services.

L'*École d'histoire de la Sorbonne* insiste sur la nécessité de créer des postes de fonctionnaires titulaires (en particulier de maître.sse.s de conférences et de chargé.e.s de recherches) à la hauteur des besoins. Elle souligne aussi la nécessité de revaloriser les traitements des personnels qui ont connu un décrochage depuis plusieurs décennies (et non de développer la logique des primes).

Cette réforme s'inscrit dans un processus plus général de destruction du service public et de remise en cause de la protection sociale, projet que l'on retrouve dans la réforme des retraites. Les enseignant.e.s chercheur.e.s s'opposent également à la réforme des retraites en cours qui annonce :

- la remise en cause de la logique de solidarité nationale ;
- la baisse des pensions ;
- l'allongement de la durée des carrières.

Les enseignant.e.s chercheur.e.s de l'*École d'histoire de la Sorbonne* se déclarent mobilisé.e.s contre ces projets.

Motion votée à l'unanimité moins trois abstentions